

un véritable bienfait, non-seulement pour le Saguenay, mais pour le pays tout entier. Il y a là une étendue considérable de belles et bonnes terres, qui pourra, pendant bien des années, recevoir des milliers de colons. Honneur donc à ces vrais amis du peuple, et particulièrement à M. Langevin pour l'attention qu'il a bien voulu donner à ce chemin projeté, et honneur aussi au gouvernement de Québec pour le bon accueil qu'il lui a fait. Ceux qui auront la chance de mettre un jour à exécution ce beau projet auront bien mérité du pays en général et de nos régions en particulier.

Je disais tout à l'heure qu'on a déjà beaucoup fait pour le Saguenay, mais il faut avouer que l'application des deniers du gouvernement n'a pas toujours été faite judicieusement. L'esprit de parti qui gâte tout et s'introduit partout a fait faire, ici comme ailleurs, des dépenses presque inutiles pour ne rien dire de plus. On a formé de beaux rêves il est vrai, mais ils ne se réaliseront jamais. Que cette expérience serve donc pour l'avenir! Un gouvernement éclairé et bien inspiré doit s'appliquer à connaître avant tout les vrais besoins des peuples qu'il gouverne : c'est son premier devoir.

Cette remarque m'amène naturellement M. le Rédacteur, à une réflexion que je crois utile de faire, et qui se rattache à mon sujet. Bien des personnes s'occupent de colonisation, et et chacun se présente devant le gouvernement avec un plan plus ou moins parfait ou imparfait. Les uns veulent le *répatriement* des Canadiens actuellement aux Etats-Unis; les autres demandent que l'on fasse venir ici des *colons* de la France. Eh bien! puisque tout le monde se permet de faire des suggestions, je vais me donner la même permission. Pour moi, je n'hésite pas à déclarer nettement que le temps ne me paraît pas arrivé pour nous de faire revenir au pays à grands frais nos *exilés volontaires* qui ont perdu pour la plupart le goût de l'agriculture, aussi bien que des *sujets transatlantiques* qui, malgré tout le soin qu'on mettra à les choisir, ne présenteront pas les mêmes avantages que nos enfants. Mon opinion sur ces deux points est partagée par un grand nombre de personnes respectables qui connaissent le colon canadien pour l'avoir vu à l'œuvre. Ce que nous avons de mieux à faire, c'est de travailler à garder au milieu de nous nos jeunes gens, les fils de nos cultivateurs, qui n'ont pas encore contracté le goût des voyages et qui montrent une véritable aptitude pour les travaux de l'agriculture. Il faut encourager par tous les moyens possibles ceux qui veulent coloniser. Voilà ceux pour qui nous devons nous imposer des sacrifices. C'est en agissant de la sorte que nous ferons cesser l'émigration canadienne. Les enfants du sol doivent être préférés à des étrangers. Ils connaissent le pays, l'aiment, et s'y attacheront d'une manière permanente des que nous encouragerons efficacement leurs débuts, en leur concédant des lots de bonne terre aux conditions les plus libérales, et en leur donnant de bons chemins pour communiquer avec les principaux centres de population. C'est une protection qu'il leur faut, et nous devons nous faire un devoir de la leur accorder. Nous avons certainement plus de chances de succès avec eux : ce sont des bras vigoureux, accoutumés de bonne heure aux durs travaux de l'agriculture, soumis depuis leur enfance aux brusques changements du climat, capables par conséquent de supporter mieux que bien d'autres le froid et le chaud. C'est donc parmi nous, et non ailleurs, que se trouvent les meilleurs éléments de colonisation, éléments plus éprouvés et offrant plus de chances que tout ce qui pourrait venir d'ailleurs.

Au risque de passer pour un rétrogradé aux yeux de certaines personnes, M. le Rédacteur, je dirai franchement que je ne vois pas pourquoi on s'appliquerait tant ici à imiter l'accroissement rapide et anormal de la république voisine, en recourant aux mêmes moyens d'agrandissement, l'immigration étrangère. Il ne faut pas se laisser éblouir par l'éclat de la prospérité matérielle; l'homme ne vit pas seulement que de pain, a dit le Souverain-maître. Cette agglomération d'hommes, différant de races, de mœurs et de croyances religieuses, (ou n'en ayant aucune), telle que nous la voyons chez nos voisins, n'offre pas beaucoup de garanties de stabilité et de durée. Un peuple dont les éléments constitutifs sont aussi disparates, qui n'a pas les mêmes intérêts à défendre et à protéger ne saurait

être fort, même quand il compte des millions d'individus. Il n'a de force que pour détruire et non pour édifier. Qu'il survienne une de ces perturbations sociales comme nous en voyons en Europe, et vous verrez ce que peut faire la seule puissance du nombre. Ce qui rend les peuples forts c'est l'unité personnifiée dans l'autorité, comme dans la famille, premier modèle des sociétés. Or qu'est-elle, l'autorité, chez nos voisins, sinon un simulacre? On ne trouve point là d'intérêts nationaux proprement dit, il n'y a là que des intérêts individuels. Respectons, nous Canadiens, les lois fondamentales qui assurent la vie des peuples, et tout ira bien.

Je termine, M. le Rédacteur, par ces réflexions que d'autres amis de l'agriculture pourront développer et compléter, et je conclus en disant : Encourageons avant tout nos *Colons Canadiens*, et principalement, pour le moment, ceux du Saguenay.

UN ECHO DU SAGUENAY.

Détresse dans le comté de Charlevoix

M. le Rédacteur,

Trois paroisses du comté de Charlevoix, Sainte-Agnès, Saint-Hilarion, particulièrement éprouvées dans le cours de l'année 1871, viennent, par l'entremise de leurs citoyens les plus notables, d'adresser une requête au gouvernement de Québec avec le ferme espoir d'obtenir des secours que lui seul peut efficacement donner en pareille circonstance. Cette requête porte de plus les signatures des notables des paroisses voisines, certifiant que tout ce qui y est exposé est d'une exactitude scrupuleuse.

Comme le public, à qui il importe d'appuyer au moins de ses sympathies les démarches de cette nature, quand il les connaît bien motivées, n'est peut-être pas suffisamment instruit des grandes calamités qui ont pesé sur ces trois paroisses, je vais les lui faire connaître aussi brièvement que possible, mais aussi très-exactement.

Le printemps de 1871 a d'abord été particulièrement lent et languoureux pour Sainte-Agnès, Saint-Fidèle et Saint-Hilarion; il l'a été à ce point que la fonte des neiges ne s'y est complètement opérée qu'en juin. On circulait encore là en voiture d'hiver quand, dans les endroits environnants, on était en plein printemps depuis trois semaines au moins. De là, il est facile de prévoir ce qui est résulté : le fourrage ayant manqué, on n'a pu s'en procurer ailleurs qu'à très-grand frais et, malgré cela, bon nombre de cultivateurs n'ont pu prévenir la perte totale de leurs bestiaux. Presque sans ressources et découragés, plusieurs ont alors dit adieu à leurs foyers et sont allés, même jusque chez l'étranger, chercher de nouveaux moyens de subsistance. On compte plus de cent soixante-quinze personnes qui ont laissé Sainte-Agnès, et environ cent cinquante qui ont laissé Saint-Hilarion depuis lors; Saint-Fidèle a eu aussi à souffrir de l'émigration.

Ceux qui n'ont pas abandonné leurs terres espérant que la prochaine récolte serait suffisamment abondante pour leur permettre, sinon de se remettre complètement, au moins de réparer en partie les pertes qu'ils avaient subies. Leurs espérances, hélas! ont été cruellement trompées. Les grains, semés fort tard ont eu en outre le désavantage d'être retardés par des pluies fréquentes et trop rafraîchissantes, de sorte qu'ils étaient loin d'être parvenus à maturité quand sont venues les gelées de la fin de septembre et du commencement d'octobre. Trois nuits d'un froid très-vif ont plus que suffi pour anéantir la majeure partie de la moisson et pour endommager considérablement l'autre. L'épreuve ne s'est pas arrêtée là : des pluies presque continuelles n'ont pas permis de recueillir en bon état ce que la gelée avait quelque peu respecté; les grains, qui auraient encore pu avoir une certaine valeur, ont tous gâché sur le champ. Pour comble d'infortune, les patates ont aussi fait défaut.

La situation des cultivateurs de Sainte-Agnès, de Saint-Fidèle et de Saint-Hilarion est donc aujourd'hui des plus tristes. Quand même l'incendie se serait promené au milieu de leurs champs, ils n'auraient pas eu de plus grandes pertes à déplorer. Aussi, la plupart ont-ils renoncé à battre la très grande partie